



M. John Kerry : Eléments d'information et profil du nouveau Secrétaire d'Etat américain

John Forbes Kerry (né en Décembre 11, 1943) est le principal sénateur américain du Massachusetts, au pouvoir depuis 1985. Le vendredi 21 courant, le Président Obama a annoncé son intention de le nommer pour remplacer l'actuel secrétaire d'Etat américaine Mme Hillary Clinton.

1- Itinéraire personnel et carrière politique :

- John Kerry est un catholique romain qui portait un chapelet, un livre de prières, et une médaille de saint Christophe (le saint patron des voyageurs) lorsqu'il faisait campagne.
- Alors que Kerry est personnellement contre l'avortement, il soutient le droit juridique de la femme à en avoir un, ce qui le met en contradiction avec l'Église catholique.
- Kerry a rejoint le *Vietnam Veterans Against the War* où il a servi en tant que porte-parole reconnu au niveau national et comme un adversaire déclaré de la guerre du Vietnam. Il a comparu devant le *Comité sénatorial permanent des affaires étrangères* où il a jugé la politique de guerre des États-Unis au Vietnam pour être la cause de "crimes de guerre".
- Il a été un candidat malheureux à 3 reprises : lors de la course présidentielle face à George Bush (2004) et pour le poste de Vice-Président et Secrétaire d'Etat (2008).

2- John Kerry à la succession d'Hillary Clinton :

- Le choix de la personne de *John Kerry* s'est dégagé comme étant un choix consensuel, notamment vis-à-vis de la candidature de *Susan Rice* contre qui les républicains ont fait campagne (notamment en raison de ses interventions jugées trop hâtives et aux teintes personnelles) et qui ne faisait pas l'unanimité au sein de son parti non-plus.
- En effet, *John Kerry* constitue un candidat qui plaît aux deux partis qui présagent de le voir passer sans encombre l'étape de la confirmation par le Sénat.
- Bien que des profils comme celui de *Susan Rice* peuvent être hautement recherchés (candidate de haut-ndement et prenant de hauts risques, notamment en ce qui concerne les événements de Benghazi), la conjoncture mondiale actuelle ne s'y prête pas des moindre : monde instable, redéfinition des pays alliés/ennemis, nécessité d'une diplomatie intensive avec l'Iran, la Syrie, l'Égypte, la Russie, Israël et les palestiniens.
- Tous ces éléments ont aidé à révéler *John Kerry* comme le principal favori à la succession de *Hillary Clinton*, et ce, tantôt grâce à la confiance qui lui ait accordée mais aussi grâce à la méfiance et les réserves vis-à-vis de *Susan Rice*.
- Ses principaux atouts de Kerry sont les suivants :
 - Son implication active dans les travaux du Congrès où il s'est forgé une réputation d'expert en questions internationales ;
 - Par le biais de sa présidence de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, il a apporté un soutien actif et de longue date au président américain et à sa politique ;
 - Il a servi, grâce à son profil respecté, d'intermédiaire discret de la Maison blanche auprès de ses collègues sénateurs ;
 - C'est un également un fervent défenseur du maintien des aides américaines au Pakistan, Égypte et à la Libye.
- Toutefois, une faiblesse reste reconnue à *John Kerry* : à l'instar d'*Hillary Clinton*, il ne jouit pas d'une relation personnelle proche avec *Obama* qui le trouve parfois très discoureur (notamment lors des débats face à Bush).

- De ce fait, son action en tant que Secrétaire d'Etat dans la 2^{ème} Administration Obama, pourrait être axée sur les éléments ci-après :
 1. Il reconnaît que le **monde est en désordre** notamment dans les pays arabes après le passage du Printemps arabe, et qu'il faut un leadership diplomatique américain plus fort. Malgré la tendance d'Obama de ne pas tenter de contenir l'explosion des événements du printemps arabe, l'aide américaine est appelée à être de plus en plus demandée. A ce titre, John Kerry se dégage comme un bon choix, et ce notamment du fait qu'il a **voyagé au Moyen-Orient** depuis assez longtemps pour développer une idée réelle de la région. Il se dégage également, comme un **bon partenaire** à la **stabilisation de la transformation dans les pays arabes**.
 2. Kerry reste un candidat qui apprécie l'importance de la **diplomatie discrète**, surtout dans le contexte **mondiale actuel** : pour faire des progrès dans la négociation d'une transition politique en Syrie, en explorant les options de négociation avec l'Iran, l'évaluation des perspectives de pourparlers de paix israélo-palestiniens etc. Kerry pourra jouer le rôle d'un **émissaire confidentiel d'Obama**, à l'instar des efforts à succès du candidat en Afghanistan et au Pakistan. Cette connaissance du monde arabe affranchit d'emblée le Secrétaire d'Etat de devoir effectuer des visites de connaissances et de prise de contact.
 3. Bien que John Kerry se présente parfois comme raide, il peut être prêt à faire participer tantôt les républicains, tantôt les adversaires de l'Amérique (Iran etc.).

3- Kerry et la Question du Sahara marocain :

- John Kerry est un proche de Mme Kennedy, la présidente du Centre Robert Kennedy et amie d'Aminatou Haidar et du Polisario.
- En novembre 2011, il était l'invité d'honneur de la cérémonie des remises des prix aux militants des droits de l'Homme primés par le centre.
- En 2001, Kerry avait cosigné une lettre envoyée au secrétaire d'Etat américain Colin Powell réaffirmant leur attachement à la position originale de l'ONU que le peuple du Sahara « occidental a droit à un référendum juste et libre ». (Parmi les cosignataires figurent les sénateurs suivants : Edward Kennedy (D-Massachusetts), James Inhofe (R-Oklahoma), Patty Murray (D-Washington), Bob Smith (R-New Hampshire)).

* * *

Commentaires

- Il est clair qu'avec le départ de Mme Clinton, le Maroc perd un allié qui serait difficile à remplacer. Bien que du même parti, la contribution personnelle reste un élément majeur qui peut tantôt peser en notre faveur ou défaveur.
- Le parcours de M. Kerry pourrait renforcer son penchant pour les droits de l'homme au sein du Département d'Etat. Mais, ce même parcours de connaisseur du monde arabe pourrait servir à notre pays, au vu de son évolution démocratique et politique pacifique, d'obtenir l'écoute de M. Kerry.
- M. Kerry ne s'est jamais prononcé de manière positive sur la Question du Sahara marocain.

Toutefois :

- La politique étrangère américaine est d'abord une question d'intérêt et les positions sont établies par les structures. Les responsables ne peuvent agir que dans le cadre de la position américaine et non à l'encontre. **L'amitié avec les Kennedy et le centre RFK** ne constitue qu'une affaire d'acquaintances personnelles qui ne saurait trouver d'échos dans le travail d'exécutif de M. Kerry.
- En tant que président du **Comité sénatorial permanent des affaires étrangères**, M. Kerry a pu mesurer l'importance des relations maroco-américaines et l'évolution paisible et pacifique de notre pays par rapport à ses voisins.
- Depuis 2001 M. Kerry ne s'est pas prononcé en **position hostile** envers le Maroc.

Propositions :

Il conviendrait d'agir vite :

- Etablir le contact et **prévoir une visite** de M. Kerry dans notre pays, et ce, en anticipation aux démarches qui seront éventuellement entreprises, en ce sens, par les pays hostiles au Maroc.
- Mettre à profit le statut respecté dont dispose le Maroc auprès des USA en tant que pays allié historique et pays stable d'une région d'importance cruciale, où les américains gagnent à avoir un partenaire viable et stable dans le contexte actuel des choses.
- Utiliser les **différents acquis** obtenus notamment le **Dialogue stratégique Maroc-US** comme canal pour encadrer les prochaines actions de M. Kerry.
- Identifier au sein du département d'Etat les **acteurs qui pourraient soutenir la position du Maroc** (Burns, etc.), mais aussi au sein du Congrès, dans sa nouvelle configuration. En effet, après le départ de John Kerry, le poste de Président de la Commission des affaires étrangères est pressenti pour le Sénateur démocrate *Bob Menendez*, un supporter du Maroc qui a, en mars 2010, était parmi les 54 sénateurs ayant signé une lettre-pro-Maroc appelant la Secrétaire d'Etat à redoubler d'efforts pour la résolution de la question du Sahara marocain.
- Le Maroc pourrait mettre son plan d'autonomie (dans le cadre de la régionalisation avancée) en avant en explicitant la traduction de ce plan sur le terrain afin de mieux renforcer le marketing politique de cette proposition prééminente.
- Le Maroc pourrait également prendre des initiatives et organiser des activités touchant au domaine des droits de l'homme qui constitue, tantôt le fer lance des attaques des ennemis à la cause nationale tantôt une thématique chère aux sénateurs et pteneurs de décisions américains. En marquant des points auprès de ces derniers, notre pays privera les thèses séparatistes de leur principale rhétorique et angle d'attaque.